ACTION "AN 2000" À LA BANQUE MONDIALE

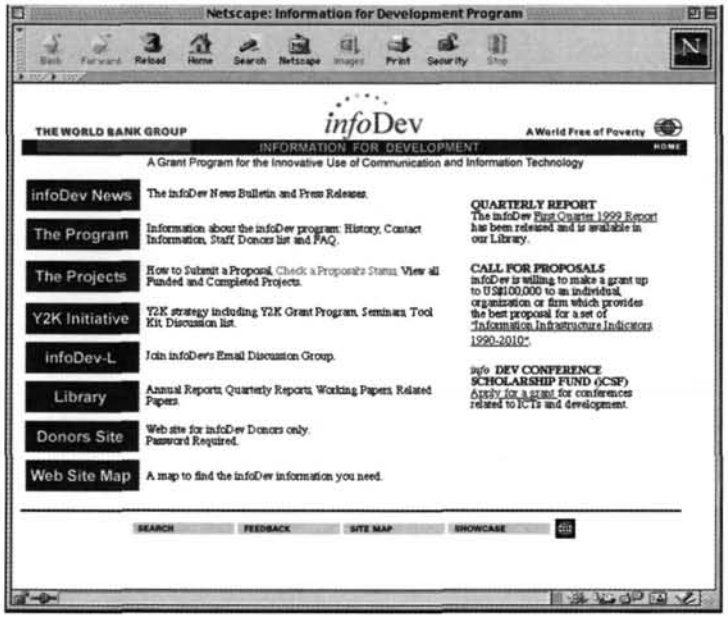
LE BOGUE DU MILLÉNAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT

JOYCE AMENTA ET TRESSA ALFRED

L'utilisation accrue de l'informatique et des communications ouvre des perspectives d'avenir considérables en matière de développement économique et d'atténuation de la pauvreté. Or, à mesure que s'approche le siècle prochain, le problème informatique dit "bogue" de l'an 2000 risque de compromettre les résultats obtenus à ce jour. Pour de nombreux pays industriels et en développement, le bogue du millénaire risque de perturber le fonctionnement des infrastructures et les systèmes de services publics dont dépendent les gouvernements. À la Banque mondiale, comme dans d'autres organisations internationales, le bogue peut affecter les systèmes informatiques d'éléments clés de projets de développement. Les effets potentiels sont considérables et ne connaissent pas de frontières.

L'âge de l'information planétaire, du fait de ses dimensions, a fait du bogue de l'an 2000 un problème international, problème assorti d'un délai fixe et inchangeable. Ne rien faire n'est pas la solution. Les pays développés et en développement doivent agir dans leur propre intérêt pour résoudre ce problème, car le temps presse.

Même les pays les moins avancés dépendent de systèmes informatiques pour l'énergie, l'eau, le carburant, les transport et certains appareils médicaux qui risquent d'être touchés par le bogue, compromettant ainsi leur économie.



En mai 1998, *info*Dev a lancé un programme d'assistance en vue de l'an 2000 grâce à un don du Royaume-Uni destiné à financer des activités de sensibilisation du public et des gouvernements, des bourses d'étude, des outils informatiques et des projets d'assistance technique. À ce jour, cette initiative d'*info*Dev a accordé plus de 15 millions de dollars de financements à plus de 90 pays. Les bourses d'étude aident les pays en développement à établir des plans nationaux visant à étudier et à déterminer l'ampleur du problème, et à résoudre les problèmes mis en évidence. Seule

Mme Amenta, ancien directeur de la Division de l'information scientifique et technique de l'AIEA, coordonne le programme An 2000 (Y2K) d'infoDev, et Mme Alfred est assistante d'équipe à la Banque mondiale (Washington, DC). Pour de plus amples renseignements, consulter le site Internet www.worldbank.org

LE BOGUE DE L'AN 2000 DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la Banque mondiale recommande aux gouvernements de veiller à ce que le bogue de l'an 2000 ne compromette pas les activités liées aux prêts que la Banque accorde aux pays en développement, qu'il s'agisse d'aide à la production d'électricité ou de réforme des pensions. En janvier 1999, environ un tiers du portefeuille de 1698 projets de la Banque mondiale étaient jugés fortement menacés par le bogue. Il s'agit essentiellement de projets consacrés à la santé, à l'énergie, aux finances et aux communications.

Une enquête réalisée par la Banque mondiale (d'octobre à décembre 1998) dans 139 pays en développement a montré que seuls 39,5% d'entre eux avaient nommé un coordinateur national chargé du problème et établi un plan d'action visant à mettre en conformité leurs systèmes informatiques. En décembre dernier, les représentants de 120 pays réunis aux Nations Unies pour examiner le problème ont convenu que leurs gouvernements devraient accorder la "priorité absolue" au problème du bogue. Depuis, 38 autres coordinateurs nationaux ont été désignés – au total 67% des pays étudiés.

L'élaboration d'un plan national n'est que la première étape de la préparation des systèmes à l'an 2000. La mise en œuvre d'un tel plan est coûteuse, tant en fonds qu'en recrutement de techniciens hautement qualifiés. Si les pays riches et les grandes entreprises disposent de l'argent et du personnel nécessaires pour immuniser les systèmes intégrés, les ordinateurs et leurs logiciels d'exploitation contre le bogue, de nombreux pays en développement ne peuvent mobiliser les ressources nécessaires pour combattre un problème que la plupart considèrent comme une menace vague et distante.

Les problèmes informatiques des pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, n'auront sans doute pas d'incidence majeure sur les télécommunications mondiales, mais risquent d'avoir d'importantes répercussions sur les opérateurs de télécommunications locaux et sur les économies de la région. Les estimations prudentes du coût direct de mise en conformité des systèmes de télécommunications de la région s'élèvent à environ 200 millions de dollars.

Le degré de préparation au bogue de l'an 2000 dans les pays en développement est fonction de leur produit intérieur brut et se caractérise généralement par une réaction lente, voire complaisante à ce problème. On peut attribuer ce fait à l'existence d'autres priorités nationales, y compris la rareté des ressources, l'instabilité sociale, les catastrophes naturelles, les changements de gouvernement, pour ne citer qu'elles. Une autre explication de la complaisance des pays en développement vis-à-vis du problème de l'an 2000 est qu'ils se fient trop aux pays industrialisés pour ce qui est du soutien technologique et de l'assistance commerciale. À mesure que le nouveau millénaire approche, cependant, les conséquences de l'inaction et le manque de préparation se précisent. De nombreux pays en développement tels, par exemple, les pays africains ont conclu des accords de partage d'énergie en vertu desquels ils reçoivent l'électricité d'un pays voisin qui, lui, utilise des microprocesseurs et des logiciels qui ne sont peut-être pas à l'épreuve du bogue.

Les pays du Moyen-Orient dépendent, pour leur approvisionnement en eau douce, d'usines de désalinisation de l'eau informatisées, et les puits de forage de pétrole du monde entier utilisent des systèmes de circuits "intégrés" parfois enterrés au fond des océans. Les réseaux de distribution d'aliments et de combustibles, les systèmes de santé et d'enseignement ainsi que les liaisons routières, aériennes et maritimes risquent d'être gravement perturbés.

Planification préventive. Le même problème d'interdépendance risque de se poser aux partenaires commerciaux qui se fient aux pays en développement pour leur approvisionnement en matières premières, en biens manufacturés et en main d'œuvre extraterritoriale. Outre ces menaces, les perturbations liées au bogue risquent d'entraîner des troubles sociaux, une réaction en retour contre la technologie et les donateurs, ou une tension des relations diplomatiques.

Pour la plupart des pays en développement, il est déjà trop tard pour se préparer suffisamment et éviter toute perturbation. Ces pays devraient plutôt mettre sur pied des plans d'urgence recensant, par exemple, les secteurs et systèmes critiques (eau, télécommunications, électricité, alimentation, santé, transports, finance et commerce), les vérifier et établir des plans de secours au cas où ces systèmes ou leurs "ajustements" viendraient à tomber en panne le 1er janvier 2000.

Cette tâche herculéenne, cependant, exigera des pays en développement de l'argent et, plus que tout, une direction politique pour combattre un "obscur" problème électronique parmi la multitude de problèmes économiques et sociaux quotidiens auxquels ils sont confrontés.

Les donateurs, quant à eux, doivent impérativement prendre des mesures coordonnées telles celles envisagées dans le cadre du Centre international de coopération pour l'an 2000. Les avantages qu'il peut y avoir à atténuer l'impact du bogue sur le développement et à éviter tout effet externe négatif important lié aux perturbations peuvent être considérables.

Au moyen d'*info*Dev, la Banque mondiale continuera d'aider le Centre à aider les pays à mieux évaluer leur état de préparation, à élaborer des plans d'urgence et à prendre en compte les interfaces régionales et mondiales. Dans la foulée des contacts qu'elle a noués avec les dirigeants mondiaux, la Banque continuera de dialoguer avec les gouvernements de ses pays clients pour accélérer les interventions visant à combattre cet important problème.

— M. James P. Bond, coordinateur des initiatives opérationnelles de la Banque mondiale liées à l'an 2000 et directeur de la Division de l'énergie, de l'extraction et des télécommunications. Renseignements sur Internet: www.worldbank.org/y2k

BOGUE DE L'AN 2000: ASSISTANCE EN LIGNE

Une initiative de la Banque mondiale, le programme *info*Dev, propose aux gouvernements une assistance technique, notamment en ce qui concerne les effets potentiels du bogue sur des services et opérations critiques touchant des secteurs clés de la société. Des fonds sont prévus pour envoyer dans les pays en développement des équipes techniques chargées de réaliser et de valider des évaluations de la préparation au bogue et d'élaborer des plans d'urgence. Les équipes sont formées à partir d'une liste de consultants, y compris des experts d'organisations internationales spécialisées ayant des compétences en informatique, en gestion de projet et en élaboration de plans d'urgence. Un guide de demande d'assistance technique est disponible sur le site Internet de la Banque à l'adresse www.worldbank/y2k. Les propositions peuvent être soumises par voie électronique en anglais, en français ou en espagnol.

M. Carlos A. Prima Braga, administrateur *info*Dev, a récemment mis en avant le programme d'assistance technique en soulignant la nécessité, pour lutter contre le bogue, d'instituer une coopération mondiale. Lors de la deuxième conférence mondiale des coordinateurs nationaux pour la lutte contre le bogue, organisée sous les auspices des Nations Unies à New York du 21 au 23 juin 1999, M. Prima Braga a exhorté les pays à intensifier leurs efforts dans les prochains mois. Si d'importants progrès ont été réalisés au cours de l'année écoulée, il demeure, à l'échelon mondial, de nombreuses lacunes en matière de préparation au bogue, a-t-il déclaré. Ces lacunes vont de certains problèmes touchant certains secteurs d'infrastructure tels que les télécommunications, l'énergie et les transports à l'impréparation des petites entreprises et des autorités locales.

la moitié de l'engagement financier a été accordée aux pays les moins avancés, en partie du fait de la prise de conscience tardive de leurs gouvernements et en partie du fait d'autres priorités nationales telles que la subsistance quotidienne, les catastrophes naturelles et les contraintes financières.

Grâce à 18 séminaires régionaux, *info*Dev a approché 1500 hauts fonctionnaires pour les sensibiliser et leur fournir des informations sur les meilleures pratiques applicables à l'échelon national. Il est remis aux pays en développement un dossier contenant des recommandations. Ce dossier peut être consulté sur le site Internet Y2K d'*info*Dev en arabe, en anglais, en français, en espagnol et en russe. Les liens vers les sites Internet de pays en développement et vers d'autres sources d'informations se sont révélés utiles pour intensifier les efforts déployés par les pays qui commencent seulement à combattre le problème.

En règle générale, *info*Dev travaille directement avec quelque 150 coordinateurs nationaux chargés de la lutte contre le problème de l'an 2000. Comme le temps presse et que près de la moitié des pays les moins avancés n'ont pas signalé avoir pris des mesures, *info*Dev met à disposition des consultants techniques chargés d'assurer la continuité dans les secteurs à haut risque *(voir encadré ci-contre)*. En outre, le programme travaille étroitement avec le Centre international de coopération pour l'an 2000 créé en février 1999 pour faciliter la coopération régionale et mettre en commun les informations et les ressources. En particulier, un financement est accordé aux pays en développement pour leur permettre d'assister à des réunions régionales et mondiales où ils peuvent échanger des stratégies applicables aux problèmes transsectoriels et transfrontaliers liés au bogue.

Des conférences ont également été organisées avec, notamment, les banques multilatérales de développement, le Fonds monétaire international (FMI), l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID) et la Société financière internationale (SFI), organismes qui portent tous un intérêt aux pays qui sont en retard dans la lutte contre le problème de l'an 2000.

Les efforts déployés à l'échelon mondial pour lutter contre le bogue et les initiatives prises par *info*Dev et par le Groupe de la Banque mondiale sont consignés dans la déclaration de M. James P. Bond, Directeur du Département de l'énergie, de l'extraction et des télécommunications.

"Le 1er janvier prochain", est-il dit, "déclenchera une chaîne de problèmes qui toucheront chaque individu sur la planète, les effets les plus néfastes frappant les moins préparés, à savoir les gouvernements et les entreprises qui fournissent des services aux pauvres de ce monde. Les efforts déployés par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes peuvent aider à résoudre certains problèmes liés au bogue, mais leur tâche principale doit être d'inviter instamment les organisations nationales et internationales à prendre des mesures préventives dès maintenant".

La tâche urgente des pays en développement, quant à elle, consiste à élaborer des plans d'urgence pour les systèmes vitaux qui ne sont pas encore compatibles avec l'an 2000, tandis qu'ils s'attellent, fût-ce un peu tard, à l'élaboration d'une solution globale. ❑